

## PROJET DE DÉCLARATION DE PARIS

### POUR LE PROGRÈS GLOBAL.

Par le biais de la mondialisation, l'humanité connaît à l'heure actuelle un changement d'ère. Les sociétés industrielles ont ouvert la voie à la société de l'information, qui constitue un espace de plus en plus ouvert, au sein duquel confluent les effets de la révolution technologique, qui a eu lieu dans les domaines de la connaissance, des télécommunications, de la production de biens et de services ou dans le flux des capitaux, qui affectent, de façon transversale, l'ensemble de la vie sociale. Pour la première fois dans l'histoire de l'homme, le monde se comporte, en grande mesure, comme étant une unité et les frontières traditionnelles disparaissent peu à peu, alors que surgissent de nouvelles barrières d'entrée ou d'exclusion.

Dans le domaine de la politique, la chute du Mur de Berlin symbolise la fin d'une longue période de division statique entre les blocs et la séparation rigide des idéologies et des régimes politiques. En cette fin de siècle, nous avons fermé la brèche ouverte en 1917. L'aspiration à une démocratie mondiale s'est transformée, à l'heure actuelle, en un objectif réaliste, en une utopie que l'on pourrait atteindre.

Mais, le triomphe de la démocratie ne doit pas nous permettre d'ignorer que plus de la moitié de la population mondiale ne connaît pas cette démocratie et, de plus, souligne les problèmes relatifs à sa qualité, à la sauvegarde de ses valeurs, à ses rendements, à son fonctionnement institutionnel et à la participation des citoyens. Paradoxalement, la mondialisation est accompagnée d'une certaine faiblesse des identités civiques et des citoyennetés engagées et d'un renforcement parallèle des citoyennetés à caractère ethnique, culturel ou religieux: ceci suppose, donc, un grand défi pour les projets qui encouragent le sens de l'appartenance pluraliste, la loyauté partagée, le métissage culturel et la solidarité.

Lors du processus d'élaboration et de mise en oeuvre des politiques, la mondialisation rétrécit les marges d'autonomie des politiques macro-économiques, car les marchés punissent les déviations. Elle change, également, les structures de l'État, secouées par une double force décentralisatrice vers les unions supranationales et vers la distribution interne du pouvoir. Mais, cependant, elle n'efface pas les différences existantes entre les politiques de progrès et les politiques fondées sur l'individualisme utilitaire et égoïste, ni transforme les décisions politiques en quelque chose d'insignifiant, ni annule l'efficacité à l'échelle nationale. Contrairement à ce qui est implicite dans les projets néo-libéraux, c'est la volonté des citoyens qui doit se superposer aux logiques, qui sont évidemment incontestables et stériles. À l'échelle internationale, la mondialisation affecte fortement les politiques de sécurité et de défense, qui devraient être définies dans le cadre d'une coopération croissante, et les

bases de l'ordre économique et financier, qui ne peuvent pas agir en absence de règles, ainsi que les équilibres délicats de l'environnement, qui deviennent stratégiques pour le propre futur de l'humanité.

#### NOTRE ENGAGEMENT: LE PROGRÈS GLOBAL.

À un moment d'inflexion historique comme celui que nous connaissons aujourd'hui, pour nous, sociaux-démocrates, se pose un grand défi: nous devons trouver les réponses et renforcer les politiques, pouvant affronter de façon plus créative les nouveaux défis qui se poseront, et nous devons, également, obtenir plus de liberté, plus d'égalité, plus de solidarité et plus de sécurité dans le monde. L'Internationale Socialiste assume l'engagement de lancer un large débat mondial sur ces réalités de notre temps et d'élaborer une nouvelle plate-forme mise à jour d'idées et de propositions pouvant faire respecter le pluralisme et susciter d'amples consensus. Pour mener à bien cette tâche, nous invitons à bannir de nos comportements des attitudes défensives ou résignées. Nous lançons un appel aux mentalités créatives, imaginatives, ouvertes au changement et à l'innovation en tant qu'instruments du nouveau cycle des politiques progressistes.

Au début de ce XXIème siècle, nous nous engageons à ajouter les valeurs et les résultats, à garantir une plus grande corrélation positive entre la croissance économique et l'équité sociale, à faire que le progrès global soit un résultat tangible de la mondialisation économique et financière. Seule l'expansion du bien-être, de la démocratie, des droits de la personne humaine et des droits sociaux, ainsi que d'une culture de la responsabilité individuelle et collective, garantira la sécurité mondiale et rendra durables les nouveaux modèles de société émergents à la suite de la révolution technologique. Notre objectif est donc que les changements dirigent les sociétés les plus libres, dont les protagonistes sont des hommes et des femmes égaux et actifs, qui renforcent l'initiative et l'engagement civique, qui, à la fois, suscitent et distribuent des valeurs, qui ouvrent des opportunités, qui dotent de capacité tous les citoyens par le biais de la formation et qui consolident la justice et la solidarité.

Nous considérons que la mondialisation des défis requiert l'existence de mécanismes qui acceptent des réponses également mondiales. La dérèglementation internationale totale menacerait les résultats économiques obtenus et provoquerait des coûts sociaux très élevés. En fait, celle-ci les a déjà produits. Nous proposons donc de combiner la liberté nécessaire, propre d'une économie ouverte, à l'existence d'instruments pertinents en vue de garantir la transparence et la rationalité des flux financiers. La stabilité internationale requiert des mécanismes de prévention et de gestion des crises, pouvant donner des réponses rapides de portées nationale et mondiale. Tout ceci implique des changements au sein du système financier et, plus particulièrement, au

sein de la Banque mondiale et du FMI. Par conséquent, nous proposons de nous diriger vers un ordre plus juste, par le biais de mesures destinées aux régions et aux secteurs de population les plus vulnérables, et, tout particulièrement, l'approbation des programmes dont l'objectif serait la restructuration de la dette et sa réduction substantielle. Nous désapprouvons les essais de nouvelles formes de protectionnisme ou le blocage ou l'abandon des politiques d'intégration régionale.

Nous ne pouvons pas accepter que, dans un monde dans lequel croît la richesse de façon globale, continue à augmenter la distance entre le bien-être des citoyens des sociétés les plus développées et le bien-être des sociétés émergentes ou de moindre développement. La lutte contre l'inégalité et la pauvreté ne sera couronnée de succès que si sont développées les capacités personnelles par le biais de la redistribution de la formation et de la technologie. Nous devons nous engager dans un mouvement actif en faveur de la croissance des différentes sociétés avec équité, en renforçant son développement par le biais de relations économiques justes et en appuyant les politiques gouvernementales progressistes.

Nous nous engageons à donner une réponse efficace, en termes politiques et de sécurité, au nouvel ordre ou désordre international, qui surgira après la disparition des blocs. L'émergence de nouveaux conflits, la réapparition d'autres conflits qui jusqu'alors étaient en sourdine, l'effervescence des fondamentalismes de types différents, le danger latent que suppose la prolifération des armes nucléaires, tout ceci projette de nombreuses ombres inquiétantes sur les «dividendes de la paix», qui semblaient se dégager de la fin de la guerre froide et qui se font attendre. Dans ce contexte, nous devons donc nous engager, d'une part, à promouvoir le respect envers la diversité et envers le pluralisme culturel, à rejeter l'imposition d'hégémonies homogénéisatrices, et, d'autre part, à réformer les instruments d'organisation de la communauté internationale et, tout particulièrement le système des Nations unies qui, tout en opérant sur une réalité mondiale tout à fait différente de ses débuts, permettent d'avancer dans la sauvegarde et la restauration de la paix.

Nous proposons de nous diriger vers un plus grand équilibre international des relations de pouvoir, par le biais de l'articulation d'entités supranationales de caractère régional: ceci permettrait simultanément de mieux répondre aux défis de la mondialisation. La configuration de nouveaux sujets et de nouveaux acteurs supranationaux, aussi bien d'ordre économique que d'ordre politique, social ou de sécurité, favoriseraient la définition de nouveaux schémas de gouvernabilité dans les conditions de la mondialisation.

La première priorité, qui figurera dans notre agenda stratégique, sera les réponses aux problèmes de durabilité de nos modèles de développement en ce qui concerne les caractéristiques environnementales de notre planète, dont l'écorce semble dure mais

où la survie est extrêmement fragile. L'environnement est le symbole du renouvellement de nos propositions et la dimension mondiale de nos nécessités politiques. Les concepts, tels que l'équilibre, les limites, la sauvegarde, la survie, le futur, l'austérité, l'obligation morale, doivent s'affronter et, si nécessaire, s'imposer au productivisme, à l'inconscience, au gaspillage ou à l'égoïsme du futur.

Défendons donc l'État efficace et agile, ayant une capacité d'action, de dimension et de compétences pour faire respecter les fonctions qui lui ont été attribuées de façon démocratique. Repoussons l'État minimaliste par définition et rachitique dans sa capacité, sa dimension ou ses fonctions. Nous ne défendons pas, non plus, sa structure hiper-dimensionnée, lourde et pleine d'obturations et de courts-circuits. Nous voulons une politique capable de satisfaire les aspirations des citoyens et qui rendent efficaces ses droits. Nous proposons de développer des synergies entre le public et le privé, en vue de favoriser l'égalité des chances et de garantir la cohésion sociale, tout en opposant aussi bien les intérêts des vieilles politiques que le démantèlement néolibéral ou l'étatisme gratuit.

L'approfondissement démocratique constitue, per se, l'essence du socialisme. Dans le passé immédiat, dans de nombreux pays, il s'est manifesté dans le développement de sa dimension sociale et dans la configuration progressive de sa dimension paritaire entre hommes et femmes. L'un des risques potentiels de la mondialisation a été source de préoccupations du fait de l'affaiblissement hypothétique de la démocratie représentative et du rôle de la politique. Nous revendiquons non seulement l'utilité de la politique, mais également son sens moral profond. Nous défendons l'augmentation des possibilités de participation des citoyens et l'établissement d'une démocratie de responsabilités, qui soit forte et ait des valeurs.

Nous, socialistes, nous affirmons notre volonté d'assumer les défis de la mondialisation, en profitant des nouvelles opportunités qui s'ouvrent à nous et en essayant de réduire les risques qui se présentent à nous. Nos réponses assument l'engagement d'intégrer la pluralité et la diversité conformant la réalité mondiale.

---